
Retrait de la norme BAL-006-2

1. PRÉSENTATION DE LA NORME

1.1. Applicabilité de la norme de fiabilité

La fonction visée par cette norme est le *responsable de l'équilibrage (BA)*. Actuellement, la direction – Contrôle des mouvements d'énergie (DCME) d'Hydro-Québec est le seul *responsable de l'équilibrage* inscrit au registre.

1.2. Objet de la norme de fiabilité

La norme BAL-006-2 définit un processus de surveillance des *responsables de l'équilibrage* qui fait en sorte qu'à long terme les *zones d'équilibrage* ne dépendent pas de façon excessive des autres *zones d'équilibrage* dans l'*Interconnexion* pour répondre à leur demande ou remplir leurs obligations en matière d'échange.

1.3. Contexte réglementaire

La norme BAL-006-2 a été adoptée par la Régie dans la décision D-2014-216¹ et est entrée en vigueur le 1^{er} avril 2015. Par la suite, la Régie a suspendu l'application de certaines exigences dans la décision D-2018-179².

Le conseil d'administration de la NERC a retiré la norme BAL-006-2. La FERC a ensuite approuvé le retrait le 20 septembre 2017 (ordonnance n° 836³). Cette norme n'est plus en vigueur aux États-Unis depuis le 31 décembre 2018.

1.4. Dispositions particulières pour l'application au Québec

Cette section n'est pas applicable au retrait de la norme.

1.5. Dates d'entrée en vigueur proposées

Le *coordonnateur de la fiabilité* propose l'adoption et la mise en vigueur de la norme BAL-005-1 pour permettre le retrait de la norme BAL-006-2.

1.6. Normes ou exigences à retirer

Le retrait de la norme BAL-006-2 doit s'effectuer dès l'entrée en vigueur de la norme BAL-005-1. L'exigence E3 de la norme BAL-006-2, qui a été transférée à la norme BAL-005-1, restera ainsi en vigueur en tout temps, assurant l'absence de vide réglementaire en ce qui a trait à cette exigence.

1.7. Modifications au Glossaire

Avec le retrait de la norme BAL-006-2, les termes anglais « Net Actual Interchange » et « Net Scheduled Interchange » sont remplacés par « Actual Net Interchange » et « Scheduled Net Interchange ». En français, les termes « échange réel net » et « échange programmé net » restent

1. Régie de l'énergie, Décision D-2014-216, consultée le 19 juillet 2019 au <http://www.regie-energie.qc.ca/audiences/decisions/D-2014-216.pdf>.

2. Régie de l'énergie, Décision D-2018-179, consultée le 19 juillet 2019 au http://publicsde.regie-energie.qc.ca/projets/481/DocPri/R-4068-2018-A-0006-Dec-Dec-2018_12_11.pdf.

3. Ordonnance n° 836 de la FERC, consultée le 11 juillet 2019 au https://www.nerc.com/FilingsOrders/us/FERCOrdersRules/E-1_Order%20No%20836.pdf (en anglais seulement).

inchangés, mais leur définition change. Les définitions, en français et en anglais, sont présentées dans le document *Modifications au Glossaire*.

2. ÉVALUATION DE LA PERTINENCE

La NERC a proposé le retrait de la norme BAL-006-2 et a justifié le retrait des exigences E1, E2, E4 et E5 en invoquant le fait que ces exigences étaient de nature administrative. L'exigence E3 a été transférée à la norme BAL-005-1.

Dans sa demande auprès de la FERC, la NERC a justifié sa proposition de retrait en ces termes⁴ :

« ...the calculation requirements in Requirements R1, R2, R4, and R5 of BAL-006-2 are commercial energy accounting requirements and do not contribute to Reliable Operation of the BES. For example, Inadvertent Interchange generally occurs because of a variety of factors, including accounting errors such as bilateral or unilateral Inadvertent payback, false schedules implemented to correct a perceived metering error, hourly interchange calculations that do not compensate for ramps, or minor calculation errors. Balancing Authority Areas routinely monitor and account for Inadvertent Interchange using standard accounting procedures.⁶⁴ If the Requirements of proposed Reliability Standard BAL-005-1 are met, responsible entities will have all data necessary to calculate Reporting ACE and will avoid potential reliability issues caused by Inadvertent Interchange. The remaining issues associated with Inadvertent Interchange accumulations are commercial issues and may be addressed as such. As such, Requirements R1, R2, R4, and R5 should be retired as administrative... »

Au Québec, les exigences E1, E2, E4 et E5 sont également de nature administrative, et la justification de la NERC quant à leur retrait y est tout aussi pertinente. Le transfert de l'exigence E3 à la norme BAL-005-1 est également justifié. Le *coordonnateur de la fiabilité* recommande donc le retrait de la norme BAL-006-2.

3. ÉVALUATION FINALE DE L'IMPACT

Ce retrait aura un impact positif pour l'entité visée, soit le *coordonnateur de la fiabilité*, puisqu'il allégera les tâches liées à la conformité.

4. Demande de la NERC consultée le 11 juillet 2019 au https://www.nerc.com/FilingsOrders/us/NERC%20Filings%20to%20FERC%20DL/BAL-005%20FAC-001-3_%20Petition.pdf (en anglais seulement). Traduction libre : « ... les critères de calcul aux exigences E1, E2, E4 et E5 de la norme BAL-006-2 sont des exigences de comptabilité énergétique commerciale et ne contribuent pas à l'exploitation fiable du système de production-transport d'électricité (BES). Par exemple, l'échange involontaire se produit généralement en raison de plusieurs facteurs, y compris les erreurs de comptabilité telles qu'une réduction unilatérale ou bilatérale de l'échange involontaire, la mise en œuvre de programmes erronés pour corriger une erreur perçue, des calculs d'échange horaire qui ne compensent pas les rampes ou de petites erreurs de calcul. Les zones d'équilibrage surveillent régulièrement les échanges involontaires et en tiennent compte à l'aide de procédures comptables normalisées. Si les exigences du projet de norme de fiabilité BAL-005-1 sont respectées, les entités responsables disposeront de toutes les données nécessaires pour calculer l'ACE déclaré et éviteront ainsi les problèmes de fiabilité pouvant être causés par un échange involontaire. Les autres problèmes associés à l'échange involontaire cumulatif sont d'ordre commercial et peuvent être réglés comme tels. Par conséquent, les exigences E1, E2, E4 et E5 doivent être retirées puisqu'elles sont de nature administrative. »